

COMPTE-RENDU DES

DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 06 MAI 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 11 mai 2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 30 avril 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, Mme GUIBRET, M. THIBERT, Mme ADAM-NORMAND, M. ALLAIN, Mme PETITOT, M. BLUTEAU, Mme BONET, Mme JEANNERET, Mme TRUCHETET, M. VERNEREY, M. BARTHOD, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, M. GILLIARD, Mme HACQUARD, Mme MORGADINHO, M. TROUTIER, M. VALZER.

Absents excusés : Madame Cécile GIGNET (pouvoir à Sylvie JEANNERET)
Monsieur Thibaut HEQUETTE (pouvoir à Sophie HACQUARD)
Madame Martine MOUGNARD (pouvoir à Brigitte BONET)
Monsieur Nicolas VERNIER (pouvoir à Claude VALZER)

Absent :

Madame Sophie HACQUARD, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

⬇ **Affaires Générales**

- ⌘ 15.26 Renouvellement convention ACFI (agent chargé des fonctions d'inspection)
- ⌘ 15.27 Mandat spécial permanent permettant remboursement des frais de mission d'un élu
- ⌘ 15.28 Augmentation du temps de travail de 2 ATSEM
- ⌘ 15.29 Annulation d'un poste de rédacteur et création d'un poste d'adjoint administratif
- ⌘ 15.30 Convention avec le CRIJ "Coupon Avantage Bibliothèque"

⬇ **Domaine de l'Animation des Sports et de la Culture**

- ⌘ 15.31 Modalités d'octroi des dérogations scolaire pour l'année scolaire 2015/2016
- ⌘ 15.32 Convention avec Intermèdes Géographiques

⬇ **Domaines des Finances - de l'Économie et de l'Emploi**

- ⌘ 15.33 Achat de fourniture d'électricité convention de groupement de commandes

⬇ **Domaine de l'Urbanisme - Travaux - Environnement**

- ⌘ 15.34 Administration du droit des sols : définition des actes confiés au service instructeur
- ⌘ 15.35 Reprise de la révision du POS en PLU : adoption du PADD

⬇ **Domaine du Social**

- ⌘ 15.36 Projet "MARPA" : acquisition de parcelle

⬇ **Questions diverses**

- ⌘ Rapport décision du Maire

Domaines des Affaires Générales :

15-26 Renouvellement convention ACFI (agent chargé des fonctions d'inspection)

Objet : Désignation d'un agent chargé de la fonction d'inspection en matière de santé et de sécurité du travail (ACFI)

REGLEMENTATION

Selon l'article 2-1 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, *"les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité."*

A cette fin et selon l'article 5 du même décret, elle désigne après avis du CT, l'agent chargé d'assurer une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité. Ainsi, elle peut passer convention avec le centre de gestion pour la mise à disposition de tels agents.

L'ACFI intervient au sein de la collectivité pour :

- contrôler les conditions d'application des règles applicables en matière de santé et de sécurité définies dans le décret n°85-603 modifié et celles définies aux livres I à V de la quatrième partie du code du travail et par les décrets pris pour son application, ainsi que par l'article L.717-9 du code rural et de la pêche maritime.
- proposer à l'autorité territoriale, toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels,
- proposer à l'autorité territoriale en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaires,
- donner un avis sur les règlements et consignes (ou tout autre document) que l'Autorité Territoriale envisage d'adopter en matière de santé et de sécurité,
- assister avec voix consultative, aux réunions du CT qui sont consacrées aux problèmes de santé et de sécurité,
- intervenir, conformément à l'article 5-2 du décret n°85-603 modifié, en cas de désaccord entre l'Autorité Territoriale et le CT dans la résolution d'un danger grave et imminent.

Les interventions de l'ACFI ne se limitent pas simplement à une surveillance stricte du respect des normes et de la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail. Elles contribuent aussi à la construction d'une culture de prévention des risques professionnels au sein de la collectivité, en complément des missions de l'assistant de prévention et du médecin de prévention.

CONVENTIONNEMENT AVEC LE CENTRE DE GESTION DU DOUBS

Conformément au décret n°85-603, les collectivités du département peuvent solliciter l'ACFI du centre de gestion du Doubs. Ses interventions s'effectueront sans surcoût pour les collectivités adhérentes au service prévention. La convention est renouvelable par tacite reconduction.

Chaque visite d'inspection donnera lieu à un rapport qui sera transmis à l'autorité territoriale. Notre collectivité s'engage à accorder toutes facilités à l'ACFI pour la réalisation de sa mission et à le tenir informé des suites données à ses observations.

A la suite de l'avis favorable du comité technique réuni le 3 février 2015, je vous propose de renouveler la convention avec le centre de gestion du Doubs pour la désignation obligatoire d'un ACFI et d'autoriser monsieur le maire à signer cette convention.

15-27 Mandat spécial permanent permettant remboursement des frais de mission d'un élu

Le principe prévoit le remboursement à l'élu des frais occasionnés lors d'un mandat spécial sur production des pièces justificatives. Le mandat spécial est consécutif d'une délibération du Conseil Municipal. Il précise que la mission peut être permanente sans pouvoir excéder une année.

Monsieur Loïc ALLAIN, Adjoint en charge du domaine social est amené à représenter la commune lors des réunions organisées par l'UNCCAS et par l'UDCCAS.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'accorder une autorisation de mission permanente pour mandat spécial à l'intéressé pour se rendre aux dites réunions.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, décide à l'unanimité :

- d'accorder un mandat spécial permanent à Monsieur Loïc ALLAIN, Adjoint en charge du domaine social pour se rendre aux réunions organisées par l'UNCCAS et par l'UDCCAS pour une durée d'une année.
- d'autoriser le remboursement des frais de déplacement occasionnés par ces réunions.

15-28 Augmentation du temps de travail de 2 ATSEM

Monsieur le Maire explique aux membres du conseil municipal qu'une réorganisation du service ATSEM est nécessaire. En effet, actuellement le service est composé d'un poste à temps complet et de deux postes à temps non complet (28H hebdomadaires). Les ATSEM assurent l'accueil des élèves le matin (en heures supplémentaires), l'aide aux enseignants, une partie du périscolaire du midi et l'étude du soir (en heures supplémentaires pour pallier l'absence de personnel périscolaire) ainsi que du ménage à l'école durant la période scolaire.

Il précise également que, en l'absence de personnel titulaire dans ce service, les postes sont actuellement occupés par 3 agents contractuels à temps non complet.

Afin d'éviter l'embauche aléatoire de personnel périscolaire contractuel et d'éviter le paiement d'heures supplémentaires le maire propose de recruter deux ATSEM à raison de 35 heures hebdomadaires à compter de la prochaine rentrée scolaire 2015/2016.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, décide à l'unanimité d'accepter ces dispositions.

15-29 Annulation d'un poste de rédacteur et création d'un poste d'adjoint administratif

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissements sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu du départ de madame Charlotte MASON, actuellement rédacteur à temps complet, le maire propose la suppression, après avis du CTP - du poste de rédacteur et la création d'un poste d'adjoint administratif de 1^{ère} classe, dont la principale caractéristique sera la gestion de la comptabilité communale.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité décide :

1. la suppression d'un poste de rédacteur,
2. la création d'un emploi d'adjoint administratif de 1^{ère} classe à temps complet à compter du 1^{er} juin 2015,
3. de modifier ainsi le tableau des emplois,
4. d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Domaine de la Culture, des Sports et des Loisirs

15-30 Convention avec le CRIJ « Coupon Avantage Bibliothèque »

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le dispositif régional dont le but est de favoriser la lecture auprès des bénéficiaires de la carte « avantages jeunes ».

Concernant l'année 2015/2016, pour les communes des bibliothèques partenaires de l'opération, la région versera 5 € par coupon remis par le titulaire de la carte « avantages jeunes » auprès de la bibliothèque de son choix, en contremaître de la gratuité d'accès pour les jeunes sur présentation du coupon.

Il est donc proposé de passer une convention avec le CRIJ (centre régional d'information jeunesse) partenaire de la Région, et la région, définissant les conditions dans lesquelles ces structures apportent leur soutien à la commune pour la mise en place d'un abonnement gratuit pour les détenteurs de la carte « avantages jeunes » et munis du « coupon Avantage Bibliothèque » pour la période du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016 à la bibliothèque de THISE.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Accepte la reconduction du dispositif ;
- Autorise monsieur le Maire à signer la convention avec le CRIJ et la région.

15-31 Modalités d'octroi des dérogations scolaire pour l'année scolaire 2015/2016

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal le régime applicable aux cas de dérogations scolaires des élèves des écoles maternelles et élémentaires.

Toute demande d'inscription dans une école thisienne, en dehors du périmètre scolaire du domicile des parents, donne lieu à une demande de dérogation. Elle est délivrée par la commune d'accueil sous réserve de place disponible dans l'école demandée et, le cas échéant, jusqu'à la fin du cycle maternel ou élémentaire. Les familles sont alors invitées à recueillir au préalable l'accord écrit du maire de leur commune de résidence. Cet accord doit mentionner explicitement, la position de la commune quant à sa participation aux frais de scolarité.

Les critères légaux de dérogation fixés aux articles R 122-21 et L 212-8 du code de l'éducation nationale sont justifiés par les motifs suivants :

- contraintes liées aux obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde ou l'une seulement de ces prestations ;
- inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement de la même commune ;
- raisons médicales.

Il est précisé que dans le cadre de ces critères légaux de dérogation, la commune de résidence est tenue de s'acquitter financièrement des frais de scolarité lié à la scolarisation du ou des enfants.

La scolarisation d'un enfant dans une école d'une commune autre que celle de sa résidence ne peut être remise en cause par l'une ou l'autre d'entre elles avant le terme soit de la formation préélémentaire, soit de la scolarité primaire de cet enfant commencées ou poursuivies durant l'année scolaire précédente dans un établissement du même cycle de la commune d'accueil.

En sus du cadre légal, la commune fixe les critères supplémentaires suivant :

- garde d'enfant : l'enfant est gardé par un membre de la famille ou par une nourrice agréée, domiciliée en résidence principale sur la commune de Thise ;

Il est précisé que pour que ce droit soit reconnu, il ne faut pas que les parents se prévalent d'un simple lien familial ou d'un engagement de la nourrice agréée. Il faut qu'au jour où la dérogation est demandée, il soit déjà établi une pratique effective de garde.

- les enfants des commerçants, des industriels, des entrepreneurs dont l'activité s'exerce sur Thise ;
- les enfants d'instituteurs et du personnel communal.

Les demandes de dérogation seront examinées par la commission composées des directrices d'écoles, des élus municipaux de la commission affaires scolaires et du directeur académique des services de l'éducation nationale.

Ces dispositions ne s'appliquent pas pour les enfants domiciliés sur la Commune de Braillans, pour lesquels une convention spécifique a été conclue.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal accepte de mettre en place ces dispositions.

15-32 Convention avec Intermèdes Géographiques

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Municipalité souhaite organiser, le 20 juin prochain une manifestation de lancer de cerfs-volants.

Afin d'organiser cette manifestation Madame Laurence Guibret a pris contact avec l'Association Intermèdes Géographiques.

Il est donc proposé de passer une convention avec l'Association Intermèdes Géographiques organisant cette manifestation.

L'exposé du maire entendu, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide les termes de cette convention ;
- autorise le Maire à la signer, ainsi que tout document afférent.

Domaine de l'économie et des finances

15-33 Achat de fourniture d'électricité : convention de groupement de commandes

Contexte

La loi NOME (Nouvelle Organisation des Marchés de l'Electricité) du 7 décembre 2010 prévoit l'extinction des tarifs réglementés applicables aux consommateurs souscrivant une puissance supérieure à 36 KVa (actuels tarifs réglementés jaunes et verts) au 1er janvier 2016.

En conséquence, il incombe aux acheteurs publics de lancer une procédure de mise en concurrence ou de faire appel aux services d'une centrale d'achats.

L'électricité n'étant pas un produit stockable, l'impact de l'effet volume dû à une procédure d'achat groupé est donc très faible. Le coût du kWh dépend des niveaux de puissances atteintes dans des plages prévues de consommation et des moyens instantanés de production. Ainsi les gains financiers directs seront minimes voire inexistants, d'autant qu'une hausse des taxes est attendue dès 2015.

En revanche, les gains potentiels seront indirects et résideront dans les services associés à la fourniture, dans un objectif de maîtrise de l'électricité.

Tenant compte des conclusions ci-dessus, il apparaît opportun de constituer un groupement de commandes, afin d'avoir une vision globale, au niveau du périmètre de l'agglomération, sur les profils de consommation des équipements à travers notamment un cahier des charges précis.

Les membres du groupement de commande sont listés dans le projet de convention.

Ainsi il est proposé de créer, pour l'achat de fourniture d'électricité, en application de l'article 8 du Code des marchés publics, un groupement de commandes dont le coordonnateur sera la Ville de Besançon. Les principales missions assurées par ce dernier seront les suivantes : recensement des besoins des membres du groupement, détermination de la procédure de passation applicable, élaboration du dossier de consultation des entreprises, analyse des candidatures et des offres, signature et notification du marché au titulaire.

Le groupement de commandes sera constitué pour une durée indéterminée ; la convention prendra fin lors de l'extinction du besoin.

Le coordonnateur du groupement réalisera cette mission à titre gracieux.

Procédure

La forte volatilité des prix de l'électricité rend opportun le recours à un accord-cadre car ce type de contrat permet une courte durée de validité des offres ainsi qu'une remise en concurrence périodique des fournisseurs.

Le montant annuel estimé de consommation pour l'ensemble des membres est de l'ordre de 4 700 000 € HT à 5 200 000 € HT.

La durée de l'accord-cadre est de deux ans reconductible une fois pour une durée supplémentaire de deux ans (quatre ans au total).

Conformément à l'article 76-I du Code des Marchés Publics relatif aux accords-cadres, il est proposé de ne pas fixer de montant maximum permettant ainsi une souplesse d'utilisation. Au regard de ce choix, et conformément aux articles 26 et 57 du Code des marchés Publics, la procédure à retenir est celle de l'appel d'offres ouvert européen.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- approuve les termes de la convention de groupement de commandes relative à l'achat d'électricité,
- se prononce favorablement sur l'adhésion de la Commune au groupement de commandes,

- autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commandes avec les membres désignés dans le projet de convention,
- s'engage à inscrire au budget les crédits nécessaires.

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-34 Administration du droit des sols : définition des actes confiés au service instructeur

L'Etat, et notamment la Direction Départementale des Territoires, instruisait gracieusement pour les communes compétentes de moins de 20 000 habitants, les autorisations d'urbanisme depuis les lois de Décentralisation des années 80.

La Loi ALUR, votée en mars 2014 prévoit, à compter du 1er juillet 2015, la fin de ce dispositif gratuit pour toutes communes compétentes dès lors qu'elles appartiennent à une communauté de 10 000 habitants et plus.

Hors Besançon qui a déjà son service, ce sont donc 48 communes du Grand Besançon qui au 1^{er} juillet ne bénéficieront plus de ce service.

A ce jour, 9 communes ne sont pas concernées : Champoux, La Chevillotte, et Beure n'ont pas de document d'urbanisme, et Vaire-le-Petit, Osselle, Mazerolles-le-Salin, Nancray, Noironte et Routelle ont une carte communale sans avoir la compétence urbanisme.

Les services de l'Etat ont précisé qu'aucune ressource financière ne serait fournie aux communes qui devront désormais prendre en charge l'exercice de cette mission.

Ces dispositions conduisent les collectivités à s'organiser, dans des délais très brefs, pour assumer la responsabilité de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

C'est dans ce contexte que la Communauté d'agglomération propose de mettre en place, en application de l'article L 5211-4-2, pour les communes qui le souhaitent, un service commun constitué à partir du service Gestion du Droit des Sols de la Ville de Besançon. Il est convenu que le coût de ce service soit financé par les communes qui confient l'instruction de leurs autorisations au service commun.

Il s'agit :

- d'offrir aux communes une solution immédiate dès la fin de la mise à disposition des services de l'Etat,
- de partager une expertise technique administrative et juridique pour une instruction des autorisations fiable et rigoureuse,
- de rechercher une économie d'échelle par le biais de la mutualisation des moyens et de franchir une étape dans l'organisation partagée d'un service aux usagers.

Il est précisé que ce service commun offre aux communes une ingénierie pour l'instruction des dossiers sans remettre en cause la compétence dévolue aux Maires, qui ont la responsabilité de la procédure et de la décision finale.

En effet, la délivrance se distingue de l'instruction des autorisations d'urbanisme. La délivrance des autorisations d'urbanisme est un pouvoir de police de l'urbanisme. Le maire délivre les autorisations en son nom et pour le compte de la commune si le territoire est couvert par un document d'urbanisme (PLU ou POS).

L'instruction, elle, peut prendre plusieurs formes et doit être considérée comme un service et non une compétence.

Ainsi, les responsabilités et les tâches assumées par « l'autorité compétente » qu'est le Maire, sont précisément édictées par le Code de l'Urbanisme (enregistrement des dossiers, récépissé, notification

des actes d'instruction, affichage, transmission aux services de l'Etat, notification de la décision, transmission au contrôle de légalité....).

Le service instructeur a en charge, quant à lui, de vérifier la conformité des projets avec les réglementations en vigueur et de proposer une décision à l'autorité compétente. Il accompagnera également, en tant que de besoin, les Maires dans le cadre de la pré instruction, du suivi des travaux de dossier à enjeux et de leur conformité et le cas échéant dans les procédures contentieuses. Des liens pourront être établis entre le service et les responsables des documents de planification.

Le service commun sera maintenu dans les bâtiments de la mairie de Besançon, 2 rue Mégevand.

Néanmoins, l'accueil des pétitionnaires sera maintenu dans les mairies des communes. L'organisation proposée met l'accent sur les relations entre communes et service instructeur avec la possibilité pour les Maires de solliciter des rencontres en mairies avec le pétitionnaire, des visites sur site pour les autorisations à enjeux et un accompagnement le cas échéant pour le suivi des Déclarations d'Ouverture de Chantier et des Déclarations d'Achèvement-Conformité des Travaux.

Dans cette optique, sont prévus :

- l'organisation de rencontres avec les personnels des communes,
- la désignation d'un instructeur référent pour chaque secteur,
- la mise en place de permanence d'accueil des pétitionnaires par secteur,
- la mise en place d'un logiciel « multisite » accessible en mairies,

La mutualisation impose en effet que les communes soient équipées du même logiciel d'instruction. Il s'agit d'une application Web, OXALYS qui permet à chaque commune d'enregistrer et de suivre à distance les dossiers. Outil commun, ce logiciel est adossé aux données cadastrales et aux PLU en vigueur (à l'issue de leur numérisation en cours par le Grand Besançon dans le Système d'Information Géographique). Il assure un lien et un suivi informatique jusque-là inexistant.

Ce service commun propose aux communes une mission de base et un forfait optionnel.

Mission de base :

- conseil auprès des porteurs de projet, réflexion partagée sur la forme et le fond des dossiers à la demande des Maires,
- instruction technique et réglementaire de la conformité des projets aux règles d'urbanisme, synthèse des avis techniques, coordination des gestionnaires de réseaux, proposition d'une décision,
- traitement des questions environnementales et du financement des aménagements le cas échéant,
- suivi de la DAACT (récolement des travaux, établissement de l'attestation) pour les PC à enjeux et les PA, et les conformités obligatoires (ERP, dossiers soumis à procédures réglementaires spécifiques, accord ABF..).

Les conventions à intervenir entre la Communauté d'agglomération et les différentes communes précisent le détail de ces missions.

Forfait optionnel : Par ailleurs, pour les actes instruits, un forfait optionnel est proposé pour les communes souhaitant bénéficier d'un suivi post-décision pour tous les actes ou par catégorie d'actes. Cela correspond au :

- o contrôle de l'affichage terrain avec relance éventuelle,
- o suivi de la DOC (avec enclenchement du contrôle d'implantation le cas échéant) et de la DAACT,
- o suivi de chantier : coordination des services gestionnaires, gestion des problèmes de voisinage.

Ce forfait ne fait pas partie de la mission de base, les communes qui souhaitent en bénéficier se verront facturer un coût supplémentaire par acte. Il est estimé aujourd'hui à 60 € Etd (*estimation faite du service rendu à ce jour pour le service de la Ville de Besançon*).

Par type d'acte, ce coût est pondéré, en raison du temps et des investigations plus ou moins complexes à mener pour l'instruction :

Types d'actes	valeur	Coût mission de base	Forfait optionnel
Certificat d'urbanisme b	0,4	128 €	estimé aujourd'hui à 60 € Eqd (estimation faite du service rendu à ce jour pour le service VB).
Autorisation de travaux	0,4	128 €	
Déclaration Préalable (non taxables)	0,7	224 €	
Permis de Démolir	0,7	224 €	
Permis de construire Maison Individuelle	1	320 €	
Permis de construire à enjeux	3	960 €	
Permis d'Aménager	3	960 €	

La facturation 2015 sera établie sur la base du service fait courant de la date de création du service jusqu'au 31 octobre 2015. Pour les années suivantes, la facturation sera réalisée selon une périodicité de trois mois sur la base des actes réalisés entre le 1^{er} novembre N et le 31 octobre N+1.

Un projet de convention est joint en annexe (des ajustements mineurs sur les paragraphes décrivant l'instruction pourront être apportés).

Outre les modalités de fonctionnement du service, elle identifie les actes dont l'instruction est confiée au service commun, décrit les obligations respectives de la commune signataire et du service commun. Elle définit le coût à l'acte et les modalités de facturation. Elle engage les signataires jusqu'au 31 décembre 2020 (soit une durée de 5 ans et demi).

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article R.423-15

Vu l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales relatif aux services communs

Vu la délibération du conseil communautaire du 12 février 2015 entérinant la création d'un service commun pour l'instruction des actes relevant du droit des sols des communes volontaires,

Considérant que le service commun proposé par la Communauté d'agglomération répond au besoin de la commune de Thise ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- se prononce sur l'adhésion de la commune au service commun créé par la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon à compter du 1^{er} juillet 2015 et confier l'instruction exclusive des autorisations suivantes : Certificat d'urbanisme b, Autorisation de travaux, Déclaration Préalable, Permis de Démolir, Permis de construire Maison Individuelle, Permis de construire à enjeux, Permis d'Aménager
- se prononce sur le choix du forfait optionnel post décision pour les actes suivants :
- approuve le projet de convention et autorise Monsieur le Maire à signer la convention jointe.

15-35 Reprise de la révision du POS en PLU : adoption du PADD

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 4 juillet 2014, le conseil municipal a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6 et suivants du Code de l'Urbanisme et de le transformer en Plan Local d'Urbanisme.

CONSIDERANT que le chapitre 3 du titre II du Code de l'Urbanisme fixe le contenu, la finalité et les procédures d'adoption ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme.

CONSIDERANT que c'est ainsi notamment que l'article L.123-1 dispose que les PLU «comportent un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)». Ce document répond à plusieurs objectifs :

- Il fixe l'économie générale du PLU et exprime l'intérêt général,
- Il est une pièce indispensable du dossier final dont la réalisation est préalable au projet de PLU et qui doit justifier le plan de zonage et le règlement d'urbanisme, par des enjeux de développement et des orientations d'aménagements.

CONSIDERANT que l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme stipule «qu'un débat a lieu au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du PADD (...) au plus tard 2 mois avant l'examen du projet du plan local d'urbanisme.

Ainsi, conformément à l'article L.123-8 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal a débattu des orientations générales du PADD. Le projet de PADD est annexé à la présente délibération.

Cette délibération prend acte de la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil Municipal.

Domaine social

15-36 Projet MARPA : acquisition de parcelle

Dans le cadre du projet de Maison d'Accueil Rurale pour Personnes Agées (MARPA), M. le Maire expose au conseil municipal le projet d'acquisition de la parcelle de terrain appartenant à l'Association Libre des Chenevières (ASL).

Il s'agit en effet, afin d'implanter le futur équipement, de procéder à l'acquisition de la parcelle AD 366 d'une contenance de 20a79ca, sise en zone ZUC de la ZAC EH1.

Il informe que le prix au m² est, selon France Domaine estimé à 84.00 €.

La municipalité a négocié avec l'association un prix d'achat de ladite parcelle, s'élevant à 43 000 €, soit 20,68 € au m², et décomposé comme suit :

- Versement d'une somme en numéraire de 23 000 € ;
- Réalisation de travaux d'aménagement pour une somme prévisionnelle estimée à 20 000 €.

Ces travaux portent sur la construction, dans le quartier des chenevières, de 10 places de parking et de 10 garages à louer, ainsi que sur la consolidation des berges du ruisseau au niveau des parcelles AE 322 (0a14ca) et AE 335 (1 are) rue Jean Mermoz, toutes deux appartenant à la commune.

Par souci d'économie des deniers publics, ces opérations feront ultérieurement l'objet d'une mise en concurrence.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Approuve l'acquisition de la parcelle au prix global de 20,68 € le m² ;
- Approuve le principe de la réalisation future des travaux d'aménagement ;
- Décide de confier la rédaction de l'acte de vente à un notaire ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer l'acte et toutes pièces utiles.

L'ordre du jour étant épuisé la séance du 6 mai 2015 est levée à : 22h00.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 15-26	Renouvellement convention ACFI unanimité
♦ Délibération	n° 15-27	Mandat spécial permanent permettant remboursement des frais de mission d'un élu unanimité
♦ Délibération	n° 15-28	Augmentation du temps de travail de 2 ATSEM unanimité
♦ Délibération	n° 15-29	Annulation d'un poste de rédacteur et création d'un poste d'adjoint administratif unanimité
♦ Délibération	n° 15-30	Convention avec le CRIJ "Coupon Avantage Bibliothèque" unanimité
♦ Délibération	n° 15-31	Modalités d'octroi des dérogations scolaire pour l'année scolaire 2015/2016 unanimité
♦ Délibération	n° 15-32	Convention avec Intermèdes Géographiques Unanimité
♦ Délibération	n° 15-33	Achat de fourniture d'électricité : convention de groupement de commandes unanimité
♦ Délibération	n° 15-34	Administration du droit des sols : définition des actes confiés au service instructeur unanimité
♦ Délibération	n° 15-35	Reprise de la révision du POS en PLU : adoption du PADD unanimité
♦ Délibération	n° 15-36	Projet MARPA : acquisition de parcelle unanimité

SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	
Bernard BARTHOD		Christian BLUTEAU	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Cécile GIGNET	XXXXXXXXXXXXXX
Jean-Claude GILLIARD		Laurence GUIBRET	
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	XXXXXXXXXXXXXX
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO		Martine MOUGNARD	XXXXXXXXXXXXXX
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	
Claude VALZER		Claude VERNEREY	
Nicolas VERNIER	XXXXXXXXXXXXXX		